

LA RESISTANCE DANS LE VAL-D'OISE

Saint-Leu

Une bonne adresse pour s'évader

A Saint-Leu-la-Forêt, les résistants ont été particulièrement actifs durant l'Occupation. Il ne s'agit pas d'action armée, mais d'espionnage, de missions de renseignement et d'aide aux juifs, aux évadés, aux réfractaires du STO, aux pilotes alliés dont l'avion

avait été abattu au-dessus du Val-d'Oise.

Malheureusement, les résistants de Saint-Leu, comme les autres, payèrent souvent de leur vie ces actes de courage et de patriotisme.

La première manifestation résistante à Saint-Leu verra le jour lors d'une réunion d'amis, de conditions différentes, mais également animés de l'esprit de liberté, désireux d'être utiles à la cause nationale.

Deux d'entre eux — Delcour Joseph et Mme Mazingue — étaient d'anciens passeurs de la guerre 14-18, ayant permis des évasions entre la France, la Belgique et la Hollande. A cette époque, ils avaient constitué une équipe du « Groupe Jacquet » de Lille en contact direct avec Miss Cawell. Les autres — tels Decamps, Jost, Karels, Mme Blotin — anciens combattants français, ou belges, avaient des possibilités de passage vers le Sud.

Ils décidèrent donc d'entrer en action sous ce sigle ancien « Jacquet de Lille » en hommage aux fusillés de cette époque que furent Jacquet et l'héroïne anglaise Miss Cawell. Firent partie du groupe, MM. Beaufils (Eaubonne), Barloy (Saint-Gratien), Richard (Argenteuil), Biotteau (Saint-Leu). Le but de la filière était d'organiser, de recueillir et de convoier les personnes désireuses de passer en zone libre sans s'inquiéter des raisons qui motivaient leur décision. Quatre « familles » polyglottes se constituèrent de la sorte, l'une d'elle se chargeant d'assurer l'accueil, une autre l'hébergement, les deux autres le convoiement.



Le voyage s'effectuait par le réseau ferré, le passage de la ligne de démarcation dans l'Angoumois. Dans deux, puis quatre mairies, des secrétaires résistants établis-

saient des cartes d'identité et de rationnement.

L'activité de la filière ainsi créée en mars 1941 se poursuivit jusqu'au mois de février 1942 sans aucun incident notable.

1942 : La filière d'évasion chargée du

convoiment vers la zone sud et passant par Angoulême connus des arrestations en février. Un des responsables de Saint-Leu alerta alors dans les délais les plus rapides les personnes responsables des passages, évitant la pire, à savoir la destruction de la chaîne et des déportations.

Ayant été sur place pour donner l'alerte, il obtint par un des passeurs une liaison avec une formation parisienne exerçant la même activité. Comme les soupçons allemands n'appréhendaient pas encore le tronçon de Saint-Leu, il était indispensable pour continuer de prendre contact avec celui de Paris. En mars 1942, la filière passait au groupe « Libre Patrie », sous-réseau de « Turma Vengeance », avec mission de continuer à exploiter la chaîne tout en faisant du récolement de renseignements d'ordre divers. Ce service de renseignements (S.R.) faisait transmettre les informations sur Paris par des agents de liaison qui se rencontraient en divers lieux de la capitale, à des dates et heures précises, suivant un calendrier mensuel fixé d'avance.

Comme les Responsables à Saint-Leu étaient issus de familles françaises, belges, luxembourgeoises ou d'affiliation anglaise, ils furent chargés d'activités différentes selon les cas et l'organisation antérieure de la chaîne d'évasion resta inchangée. Les missions de S.R. attribuées au responsable français furent accomplies dans la zone côtière de la Manche, dans l'Aisne, l'Oise de façon irrégulière tant à leur date qu'à leur lieu d'intérêt militaire.

Le réseau « Libre Patrie » fut chargé de monter à Argenteuil et aux environs une formation S.R. indépendante de Saint-Leu et rattachée à Paris. Pour ce faire, le contact fut pris avec un ingénieur belge du nom de Jonckers travaillant pour l'achalandage des usines et un chef d'approvisionnement et de récupération, Houillier. Tous les renseignements étaient indépendants les uns des autres et les liaisons de même.

En septembre, un membre important du Monde cheminot fut adjoint à cette nouvelle formation sur présentation du responsable de Saint-Leu, en la personne du Lieutenant-Colonel Prudhon. La centralisation des missions du S.R. pour Saint-Leu s'effectuait à Paris, toujours de manière prudente.

L'entreprise forestière de Saint-Leu qui était réquisitionnée par les Allemands pour opérer des coupes en forêt, assura l'évacuation des aviateurs alliés retrouvés dans le Vexin, voire même dans l'Oise. Plusieurs familles les hébergèrent, les soignèrent et les vêtirent d'habits civils ; un docteur et un pharmacien (il s'agit, semble-t-il, du docteur Esnault) prodiguèrent leurs soins et fournirent les médicaments

nécessaires. La gendarmerie de Taverny, acquise à notre cause, balisait et protégeait le parcours des rescapés qui, de nuit, arrivaient à Saint-Leu pour y rester un ou plusieurs jours. Au petit matin, ils repartaient dans les camions de l'entreprise forestière, mêlés aux bûcherons. Le tronçon de Saint-Leu, partant de Pierrelaye, aboutissait au château de Montchevreuil, via L'Isle-Adam, Méru, Saint-Crépin.

Cette chaîne fonctionnera sans heurt durant toute l'Occupation et ne connut qu'un seul incident à Méru, en 1943, où un convoi arrêté par un barrage routier allemand, fut dégagé par le commandant de la place, grâce à la courageuse intervention du chef du convoi Maurice Delcour, qui maîtrisait parfaitement la langue allemande. Il prétexta son travail pour l'armée occupante et sut flatter l'officier. Cette fois-là, sept aviateurs et douze bûcherons lui durent la vie sauve.

Simultanément, dans l'attente du débarquement allié, un Saint-Loupain fut chargé d'espionner les travaux de défense ennemie sur les côtes de la Manche et d'implanter à Belloy-sur-Mer, Noyelles-sur-Mer et Picquigny des agents locaux, en liaison avec Paris.

1943 : En plus de l'évacuation des aviateurs alliés et du service de renseignements de Seine-et-Oise-Nord et en dépit des nombreux obstacles et arrestations de ci-

vils, la lutte clandestine s'amplifia par des distributions de tracts, par le collage d'affichettes et par des inscriptions sur les murs, mettant ainsi les autorités allemandes et françaises sur les dents. L'effort de guerre nécessitant de plus en plus de main-d'œuvre, des hommes furent arrêtés et dirigés vers l'Allemagne. Saint-Leu n'y échappa pas, les arrestations étant effectuées le soir, à la gare, par la police de Vichy et la Feld-gendarmerie. Tant de jeunes ont été ramassés ainsi et dirigés sur le Reich, voire même tués là-bas lors des bombardements ou épuisés par un labeur durement imposé ! Certains survivants résidant à Saint-Leu se souviennent.

Durant l'été, plusieurs dirigeants du sous-réseau « Libre Patrie », la plupart du corps médical, furent découverts et déportés. Un de ces derniers, évadé grâce à l'aide d'un cheminot au cours du transport vers Compiègne, trouva refuge à Saint-Leu ainsi que sa famille. L'abbé de la paroisse lui remit un vêtement de prêtre, le mettant ainsi à l'abri.

Cet événement motiva la mise en place de lieux de repli dans la campagne environnante en cas de danger.

Les raids massifs des alliés sur les centres industriels mirent à dure épreuve, pendant la période estivale, la résistance à Saint-Leu. Il fallait assurer les missions de services de renseignements : une dans le Soissonnais et pour but de repérer l'état des travaux nazis entrepris sur l'emplacement de l'ancienne ligne Hindenburg. Au cours de cette expédition, un fusil mitrailleur modèle 15 fut rapporté, dissimulé dans un sac de cannes à pêche, don du maire de Presles-et-Boves.

En septembre, le passage de jeunes gens vers les maquis fut confié au responsable de Saint-Leu qui avait des antennes à Angoulême, Brive et Terrasson.

En octobre, des contacts, avec un passeur nommé Mathiotte, mutilé de la guerre 14-18, employé de mairie, ancien Saint-Loupain en résidence à Argelès-Gazost, permirent de leur faire traverser les cols pyrénéens, via l'Espagne, vers les Forces Françaises Libres (F.F.L.).

En décembre, la Gestapo mit à profit l'emploi de ses agents français. Le sous-réseau « Libre Patrie » dénoncé en partie, vit sa destruction à Paris, en Seine-et-Oise sud et en Seine-et-Marne. Des membres dirigeants de « Turma Vengeance » furent également arrêtés.

Durant l'enquête policière à Paris, des documents S.R. de « Libre Patrie » furent récupérés de justesse par les responsables de Saint-Leu et d'Argenteuil, c'est-à-dire Decamps et Prudhon. Transmis en code par Alliance d'Argenteuil, ils restèrent ensuite à l'abri à Saint-Leu.

Chambly :

Le détachement « Patrie »

●●● Intrigués à la vue de la porte de la cabine à moitié arrachée, les militaires s'arrêtèrent et s'en approchèrent en allumant leurs lampes électriques. Au moment où ils se penchaient pour regarder à l'intérieur, Dauchel tira un coup de revolver et ils se retirèrent précipitamment à bonne distance dans les champs voisins d'où ils tiraient quelques coups de feu en direction des résistants. Toutefois, l'un d'eux est resté sur place sans se défendre et est fait prisonnier par le groupe de maquisards, pendant que Dauchel parlait de loin avec les autres, qui continuèrent à tirer dans la plaine, en leur criant : « Nous sommes des Français comme vous et des Résistants ! Nous luttons pour la liberté de tous ! » tout en lâchant une rafale de mitraillette « pour leur faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'une plaisanterie ».

Les assaillants finirent par se retirer. Quant au prisonnier, on le ficella à un poteau — à une centaine de mètres de là pour qu'il ne coure aucun risque du fait de l'explosion qui se produira un peu plus tard et occasionnera des dégâts dans l'installation électrique — et ce malgré ses protestations car il affirme être lui-même un résistant F.T.P. appartenant au groupe « Théo ». Mais les hommes de Dauchel restent méfiants et s'enfuient en l'abandonnant sur place. Le malheureux gendarme, du nom de Kervisuer, réussira néanmoins à se détacher et à regagner sa brigade. Il se révéla, par la suite et par des contacts avec le Front-

National, qu'il avait dit vrai et qu'il s'agissait bien d'un authentique résistant à qui les auteurs du sabotage feront restituer clandestinement ses papiers d'identité et sa bicyclette. De plus et afin d'éviter des avatars de ce genre, il fut convenu entre les maquisards et le chef de brigade de gendarmerie de Neuilly-en-Thelle, Promont, qu'un mot de passe serait donné de part et d'autre avant toute opération de ce genre.

Une autre action, menée le 8 juillet 1943, devait avoir des conséquences plus tragiques. Ayant appris qu'un habitant de Bornel, M. Devarenne, détenait 3 fusils en bon état, Dauchel décidait d'aller les récupérer, en compagnie de ses camarades Alabernia et Kalinichenko — ce dernier, Russe de naissance et recherché par la Gestapo, se trouvant réfugié dans l'Oise. Les trois hommes rentraient à bicyclette, dans la nuit, avec leur chargement quand ils arrivèrent malencontreusement à hauteur d'un couple d'amants en train de se séparer. Il s'agissait, en fait, d'un Allemand du camp de Bernes et de sa maîtresse, une jeune femme de Chambly.

L'Allemand tira alors son revolver, ordonnant aux suspects de s'arrêter, et désarma Dauchel qui, empêtré par ses deux fusils, se trouvait hors d'état de réagir. Kalinichenko, qui avait pris le large et devançait le groupe, faisait alors demi-tour pour se porter résolument au secours de son

compagnon, jetait son fusil dans le fossé et dégainait son pistolet. Lui et l'officier nazi, presque face à face, faisaient feu en même temps. Touché en plein cœur, Kalinichenko, dit « René » s'effondra quelques pas plus loin. Mortellement blessé mais encore conscient l'Allemand tira trois balles de revolver en direction de Dauchel qui fut blessé à la cuisse. Il réussit à rentrer chez lui, à changer de vêtement puis à ramener à son domicile le corps du malheureux « René ». Toujours au cours de la nuit, Dauchel et son ami Declémy plaçaient le cadavre dans un grand sac après l'avoir dépouillé de toutes marques d'identification pour le transporter ensuite dans un champ de blé de la plaine.

Mais, à peine étaient-ils revenus au village que celui-ci était investi par une troupe allemande venue du camp de Bernes sur un coup de téléphone de la maîtresse de l'officier nazi. Sitôt descendus de camion, les soldats ennemis tiraient dans toutes les directions, forçaient la porte des époux Postelle, voisins des lieux où s'était déroulée la scène et molestait gravement Mme Postelle. Celle-ci dut toutefois son salut au fait que, avant de mourir, l'Allemand abattu eut le temps de déclarer qu'elle était étrangère à l'affaire. La troupe se retirait alors sans insister. Quant au corps de Kalinichenko, il fut retrouvé trois semaines après cette nuit mouvementée, au moment de la moisson et inhumé plus décem-